

**APPEL A PROJETS 2021**

**POLITIQUE DE LA VILLE  
ET INSERTION**

Melun  
Lissy  
Pringy  
Maincy  
Rubelles  
Voisenon  
Boissettes  
Seine-Port  
La Rochette  
Vaux-le-Pénil  
Boissise-le-Roi  
Livry-sur-Seine  
Villiers-en-Bière  
Le Mée-sur-Seine  
Dammarie-lès-Lys  
Limoges-Fourches  
Boissise-la-Bertrand  
Saint-Germain-Laxis  
Montereau-sur-le-Jard  
Saint-Fargeau-Ponthierry

# SOMMAIRE

<b>I- Préambule</b>	p 3
<b>II- Attendus et priorités de la CAMVS</b>	
Liste des six caractéristiques auxquelles les projets devront répondre	p 4
<b>III- Priorités par pilier</b>	
Thème I : les orientations du pilier Emploi- Insertion professionnelle	p 5
Thème II : Les orientations du pilier Cohésion Sociale	
• Thématique Education	p 5
• Thématique Santé	p 5
• Thématique Sport/Culture	p 6
• Thématique Lien social	p 6
<b>IV- Modalités pratiques d'obtention d'une subvention</b>	
Éligibilité	p 6
Étapes du processus d'instruction	p 6
Modalités de réponse à l'AAP	p 7
Critères de sélection	p 8
<b>V- Contractualisation et financement</b>	p 8
<b>VI- Suivi – Évaluation –</b>	p 8-9

## I- Préambule

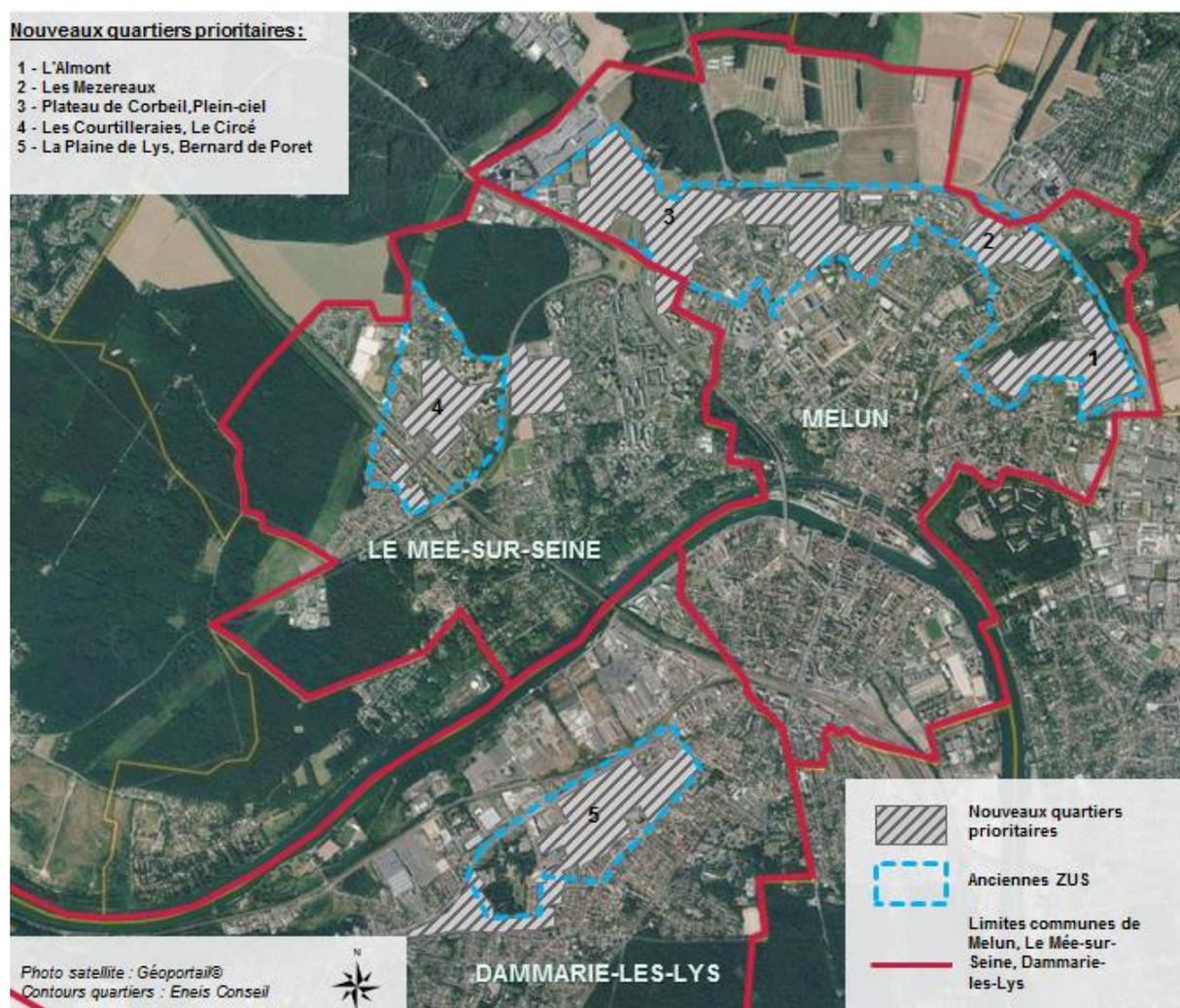
### Contexte

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence en matière de politique de la ville et depuis la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) pilote, anime et évalue le contrat de ville.

Dans ce cadre et à ce titre, l'action que vous proposez au financement communautaire relève de la compétence Politique de la ville, insertion, emploi de la CAMVS déclinée ci-dessous et s'adresse prioritairement (**l'action proposée doit avoir comme bénéficiaires majoritairement des habitants des QPV**) aux habitants des cinq quartiers prioritaires de la politique de la ville (La Plaine du Lys /Bernard de Poret pour Dammarie-lès Lys, L'Almont,/ Les Mézereaux, Plateau de Corbeil/Plein Ciel pour Melun, Les Courtilleraies/Le Circé pour le Mée-sur-Seine).

Conformément à l'instruction du Premier Ministre du 22 janvier 2019, un protocole d'engagements renforcés et réciproques, a été ajouté au contrat de ville, prolongeant sa durée jusqu'en 2022.

#### Les périmètres de la géographie prioritaire



*Vous pouvez consulter le document intégral "contrat de ville 2015-2020" ainsi que le protocole d'engagements renforcés et réciproques sur le site internet de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine : [www.melunvaldeseine.fr](http://www.melunvaldeseine.fr).*

**Le cadre réglementaire**, l'appel à projet doit :

- S'adresser prioritairement aux habitants des 5 quartiers prioritaires de la politique de la ville (La Plaine du Lys /Bernard de Poret pour Dammarie-lès Lys, L'Almont/ Les Mézereaux, Plateau de Corbeil/Plein Ciel pour Melun, Les Courtilleraiies/Le Circé pour le Mée-sur-Seine),
- S'inscrire dans une démarche prenant en compte les priorités transversales que sont : la jeunesse, l'égalité femmes-hommes, la lutte contre les discriminations et la promotion des valeurs de la République et de la citoyenneté,
- Répondre aux objectifs opérationnels déclinés dans le contrat de ville.

**Une action publique territorialisée :**

- Les projets devront s'inscrire dans le contexte territorial, tenir compte des besoins non couverts, des enjeux locaux et des acteurs présents,
- La complémentarité avec les actions existantes sera recherchée,
- Les actions structurantes et partenariales seront privilégiées.

## **II- Attendus et priorités de la CAMVS**

Les projets susceptibles d'être proposés devront présenter les caractéristiques suivantes :

- **Caractéristique 1** : Ils seront **complémentaires à des dispositifs existants** et/ou formaliseront des partenariats et des coopérations fortes entre acteurs du territoire.
- **Caractéristique 2** : Ils résulteront nécessairement d'un **travail concerté entre les acteurs** (collectivités, financeurs, associations), qui garantira la cohérence du projet avec les besoins du territoire – en fonction des compétences de chaque acteur territorial concerné.
- **Caractéristique 3** : Ils favoriseront la **mixité sociale** entre les catégories de population, entre les générations et l'égalité femme/homme et contribueront à développer le lien social notamment entre les quartiers.
- **Caractéristique 4** : Ils seront porteurs de **cohérence territoriale** au sein d'un territoire riche des diversités et spécificités de ses 20 communes – à caractère urbain, péri-urbain et rural – doté de compétences fortes. Les projets devront contribuer à la mise en synergie d'acteurs, à la convergence des objectifs des différentes politiques menées (emploi, insertion, santé, logement, culture, sport...) et ainsi contribuer à bâtir une agglomération solidaire, rayonnante et respectueuse de l'identité des communes qui la composent.
- **Caractéristique 5** : Ils permettront de **ré-interroger et faire évoluer les modes de faire** des opérateurs et de leurs partenaires institutionnels et financiers dans le but d'une constante amélioration du service rendu à l'habitant. Les projets intégreront les modalités d'un suivi concerté entre les partenaires impliqués et une démarche d'évaluation partagée.

## **III- Priorités de l'appel à projets par pilier**

### **Thème I : Les priorités du pilier emploi, insertion professionnelle et développement économique**

Les actions retenues devront favoriser l'insertion professionnelle et l'accès à l'emploi et à ce titre seront soutenues en priorité :

- La mise en œuvre d'Ateliers et Chantiers d'Insertion (jeunes et adultes demandeurs d'emploi) en vue d'une insertion professionnelle, et de chantiers éducatifs en direction des jeunes les plus éloignés de l'emploi.

- La découverte du monde de l'entreprise et l'information sur les métiers en tension (pour un public en âge scolaire).
- L'accompagnement individuel renforcé en particulier pour les jeunes sans solution
- La levée des freins à l'emploi par l'apprentissage du français à visée professionnalisante, d'ateliers de confiance en soi, par la mise en œuvre d'ateliers sportifs, culturels...

## **Thème II : Les priorités du pilier Cohésion sociale**

Dans ce contexte de crise sanitaire et sociale, les actions favorisant les actions éducatives et de rattachage scolaire, la lutte contre la fracture numérique, de médiation sociale, de prévention de la radicalisation et de prévention santé et suivi psychologique seront privilégiées.

Sur le volet Education, une attention particulière sera portée aux actions suivantes :

- Les actions en faveur de l'accompagnement, de l'apprentissage, de l'expression des savoirs et talents de l'enfant, de la construction de sa citoyenneté (notamment par l'éducation aux médias et au numérique...), de prévention à la radicalisation à travers la sensibilisation en milieu scolaire
- Les actions de persévérance scolaire (de l'accrochage à la prévention du décrochage)
- Les actions d'accompagnement sur l'usage du numérique et favorisant l'émancipation et l'autonomie des élèves mais aussi des familles (cet axe est transversal) – formation des élèves mais également des familles.
- Développer des actions à destination des plus jeunes hors temps scolaire sur des sujets comme la culture...
- Les actions de tutorat/mentorat sur la question scolaire à distance sur les fondamentaux « lire, écrire, compter ».
- La formation des acteurs du volet Education aux questions liées à la parentalité, à l'interculturalité, laïcité...

Sur le volet Santé, une attention particulière sera portée aux actions suivantes :

- Actions d'information, de prévention et d'éducation à la santé en direction des publics vulnérables et des jeunes.
- Actions pour prévenir et lutter contre les violences intrafamiliales et les souffrances psychosociales.
- Actions de formation des professionnels (notamment psychologue) sur la radicalisation
- Actions de prévention liées à la santé mentale (repérage, méconnaissance du phénomène par les acteurs locaux, déficit de formation...)
- De favoriser le sport-santé afin de limiter les risques liés à la sédentarisation en proposant des sessions d'initiation à l'activité physique et sportive sur les équipements sportifs urbains en accès libre, notamment les aires de « street work out ».

Sur le volet Sport-culture, une attention particulière sera portée aux actions suivantes :

- L'accès des bénéficiaires à l'offre culturelle de proximité par la mise en place de parcours culturels et/ou spectateurs afin de viser une pratique culturelle autonome.
- La sensibilisation et l'information des publics vers les métiers en lien avec la culture (l'artisanat d'art, métiers liés à la scène, au cinéma, au son ...), le sport (l'insertion par le sport, l'arbitrage, le coaching ...).
- Les propositions s'inscrivant dans le temps et selon un calendrier déployé notamment durant la période estivale (juillet-août) et plus largement pendant les vacances scolaires en complémentarité des dispositifs existants organisés par la Communauté d'Agglomération.

- La promotion des valeurs de La République, la citoyenneté, l'égalité femme/homme, la lutte contre les discriminations.

Sur le volet Lien social, une attention particulière sera portée aux actions suivantes :

- La formation de médiateur social en tant que maillon de régulation au quotidien et de relai auprès des habitants.
- Le bien vivre ensemble (animations en pieds d'immeuble coconstruites habitants/bailleurs-services municipaux, valorisation de l'image des quartiers...).
- Le rapprochement entre services publics et population (accès aux droits, présence d'adultes dans les quartiers le soir...).
- Soutien aux initiatives portées par les habitants notamment dans le cadre du FPH
- La promotion des valeurs de la République et de la citoyenneté ainsi que la prévention de la radicalisation.

#### IV- Modalités pratiques d'obtention d'une subvention

- **Éligibilité**

Pourra être éligible tout opérateur dont l'action s'inscrit dans la démarche présentée ci-dessus et qui répond à une au moins des priorités citées en partie II (p 4). L'action proposée doit avoir comme bénéficiaires majoritairement des habitants des quartiers prioritaires, y compris quand sa mise en œuvre porte sur un territoire plus large.

- **Les étapes du processus d'instruction**

<b>Calendrier prévisionnel de la programmation 2021</b>	
Lancement de l'appel à projet 2021 et mise en ligne sur le site de la CAMVS	Mardi 01 décembre 2021 pour les actions se déroulant sur une année civile (1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre).
Réunions « porteurs de projet » : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Education et Sport/Culture</li> <li>• Emploi et Insertion</li> <li>• Santé et Lien Social</li> </ul>	Des rendez-vous avec les chefs de projet et les responsables associatifs se dérouleront pendant toute la période de l'appel à projet.
Date limite de réception des dossiers par voie numérique dpvi@camvs.com	Mercredi 13 janvier 2021 à 18h00 pour les actions se déroulant sur l'année civile (1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre)
Commission Politique de la Ville	

**Délai de rigueur : aucun dossier ne sera accepté passée la date maximale de dépôt**

***Pour les actions se déroulant sur une année scolaire soit de septembre 2021 à juin 2022, un appel à projet sera lancé en avril 2021.***

#### Les modalités de réponse à l'appel à projet :

- Une fiche synthétique présentant le projet et indiquant le montant sollicité (ci-jointe sous format WORD) – A nous retourner sous format WORD.
- Le projet présenté dans le dossier CERFA 12156-05 :
  - Déterminera et mettra en valeur son originalité, son ou ses objectif(s)
  - Argumentera sur les besoins et les résultats recherchés
  - Décrira le contenu de l'action, sa mise en œuvre, comment elle répond à, les étapes, la durée, le programme détaillé, les lieux...
  - Ciblera les publics concernés (habitants des QPV notamment)
  - Indiquera les moyens humains, techniques et matériels de l'opérateur ainsi que ceux envisagés

- pour la réalisation du projet
- Présentera le budget prévisionnel de l'action (en précisant si des financements Fonds européens sont sollicités) et de l'opérateur si statut associatif
- Exposera l'évaluation de l'action à travers les outils et les critères précis
- Une fiche évaluative par thématique (ci-jointe sous format EXCEL) – A nous retourner sous format Excel.

**Le dossier CERFA doit être rempli intégralement même lorsqu'il s'agit d'une reconduction d'action.** Toute demande de subvention devra répondre aux thématiques et aux objectifs décrits dans le contexte de l'appel à projet.

**Pour les reconductions d'actions les bilans 2020 (qualitatif et quantitatif – fiche 6 du dossier CERFA) devront être joints. Les reconductions d'actions présentées sans ces bilans seront rejetées automatiquement lors de l'examen du projet. Il en est de même pour les demandes qui ont été notifiées lors de l'octroi de la subvention N-1 et qui n'ont pas été respectées.**

Les porteurs de projets devront rechercher un cofinancement auprès d'autres partenaires (Conseil Régional, Conseil Départemental, État, Fonds Européens...). Les budgets prévisionnels 2021 doivent identifier précisément les partenaires financiers sollicités.

- **Dispositif d'instruction des dossiers et instances de décision**
  - Équipe technique composée des chefs de projet et des chargés de mission de la CAMVS,
  - Commission composée d'élus de l'Agglomération,
  - Bureau Communautaire.

<b>Coordonnées des porteurs de projets par thématique</b>	
ADMINISTRATIF	Laetitia BERNARD Mail : dpvi@camvs.com Tél : 01-64-79-25-40
EMPLOI ET INSERTION	François BARTOLI Mail : francois.bartoli@camvs.com Tél : 01-78-49-96-09
SANTE ET LIEN SOCIAL	Halima MEGHIT Mail : halima.meghit@camvs.com Tél : 01-78-49-96-07 / 06-31-90-03-16
EDUCATION SPORT CULTURE	Estelle ROUSSEAU Mail : estelle.rousseau@camvs.com Tél : 01-78-49-96-11/06-31-91-65-08

- **Critères de sélection**

- Être pertinent vis à vis des priorités de la CAMVS, présentées dans la partie III - Priorités de l'appel à projets par pilier
- Bénéficiaire directement au public issu du territoire de l'agglomération et prioritairement des quartiers en politique de la ville
- Répondre à un besoin (cf. les documents cadre du contrat de ville 2015-2020 et protocole d'engagements renforcés et réciproques) identifié par la CAMVS sur le territoire de l'agglomération,
- Présenter les caractéristiques détaillées en partie II - attendus et priorités de la CAMVS
- L'évaluation devra permettre de mesurer l'impact du projet, de l'action sur les publics bénéficiaires. **Elle est une condition sine qua non à toute nouvelle demande de subvention**

**Le fait de présenter un dossier, une demande de subvention (action reconduite ou nouvelle action) ne confère pas une admissibilité de principe et ne vaut pas accord a priori sur les financements sollicités. -**

## **V- Contractualisation et financement**

Toute association financée à hauteur de 23 000 € et plus signera une convention avec la CAMVS. Cette convention indiquera le montant de la subvention allouée pour l'année N et fera le cas échéant l'objet d'avenants annuels.

Pour toute demande supérieure à 23 000 € et pour percevoir le solde intégral de la subvention, l'association devra fournir à la CAMVS au mois de juin 2021, **un compte d'emploi qui devra être accompagné d'un bilan intermédiaire (quantitatif et qualitatif).**

Pour toute demande de subvention inférieure à 23 000 €, la subvention est versée en une fois.

## **VI- Suivi – Évaluation - Valorisation**

L'évaluation des objectifs du projet est indispensable.

**C'est pourquoi, la demande de subvention fera apparaître la valeur attendue par l'opérateur selon les indicateurs de résultats cités plus bas, et présentés dans le dossier de demande de subvention ainsi que dans la FICHE EVALUATIVE complétée au moment de la demande de subvention et renseignée à l'issue de la réalisation de l'action (Excel).**

Ces indicateurs, validés lors des entretiens avec la CAMVS dans le cadre de l'instruction de la demande, devront permettre de mesurer l'impact de l'action engagée par rapport à un objectif cible défini en lien avec les partenaires du projet. Cette méthode doit permettre de mieux mesurer ensemble la portée d'une action sur le territoire de la Communauté d'Agglomération et particulièrement dans les quartiers prioritaires. Le bilan de l'action précisera le cas échéant les objectifs de l'année suivante.

Voici à titre d'exemples, les critères qui pourraient être proposés

### **Critères d'évaluation dans le domaine de l'emploi et de l'insertion :**

- Nombre de bénéficiaires de l'action avec les spécificités suivantes : résidents des quartiers prioritaires politique de la ville (et préciser lequel), hommes/femmes, niveau de qualification, âge...
- Nombre de jeunes auxquels une proposition « accès à l'emploi » est faite, nombre de jeunes auxquels une proposition « formation » est faite,
- Nombre de sorties dans l'emploi durable (CDD + 6 mois, CDI, formation qualifiante),
- Résultats à 6 mois après l'action,
- Plus-value de la subvention Politique de la Ville de la CAMVS.

### **Critères d'évaluation dans le domaine de l'éducation :**

- Nombre de parents touchés et nombre d'action à destination des parents
- Nombre de bénéficiaires par action (répartition par âge, genre)
- Nombre de mise en réseau d'acteurs
- Impact des actions sur l'amélioration du climat scolaire
- Plus-value de la subvention Politique de la Ville de la CAMVS

### **Critères d'évaluation dans le domaine de la santé :**

- Nombre de participants par action (répartition par quartier, par âge et par sexe)

- Nombre de partenaires mobilisés et impliqués dans les actions
- Evolution des comportements - Acquisition de connaissances
- Satisfaction des partenaires et des publics
- Nombre de séances de sensibilisation réalisées auprès des résidents
- Nombre de personnes nous ayant précisé un accès aux soins

**Critères d'évaluation dans le domaine du sport/culture/lien social :**

- Nombre de personnes touchées par action (répartition par quartier, par âge et par genre),
- Passerelles établies avec les structures de proximité, les équipements culturels et/ou sportifs du territoire
- Qualité du relationnel tissé avec les familles, avec les partenaires, avec les intervenants, (au regard du temps de l'action sur le territoire, du nombre de partenaires sollicités ...),
- Ancrage dans des lieux culturels et/ou sportifs du territoire.
- Plus-value de la subvention Politique de la Ville C.A.M.V.S.